

## La réforme scolaire en un clin d'oeil

Le 13 janvier, le ministre John Snobelen annonçait une réforme majeure de la gestion scolaire en Ontario. En voici les faits saillants :

- le nombre de grands conseils scolaires passe de 129 à 66
- 55 conseils de langue anglaise (29 publics et 26 catholiques)
- 11 conseils de langue française (4 publics et 7 catholiques)
- 37 conseils isolés sont maintenus, dont 8 qui comptent des effectifs de langue française
- le nombre de conseillères et de conseillers scolaires passe de près de 1 900 à environ 700
- salaire maximum de 5 000 \$ pour les conseillères et les conseillers scolaires
- les employées et employés des conseils scolaires et leurs conjoints ne peuvent être élus à aucun conseil scolaire

### Financement

- les impôts fonciers résidentiels ne serviront plus à financer l'éducation
- les impôts fonciers commerciaux serviront en partie à financer l'éducation et seront répartis équitablement entre tous les conseils d'une même région
- la province versera directement aux conseils scolaires des sommes basées sur le nombre d'élèves
- des facteurs de pondération (à déterminer) tiendront compte des besoins spéciaux comme par exemple les coûts additionnels de l'éducation en français

## L'AEFO se réorganise

La création prochaine de 11 conseils scolaires de langue française oblige l'AEFO à repenser sa structure pour que celle-ci corresponde à la nouvelle structure scolaire qui sera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Les dirigeantes et les dirigeants d'unité ainsi que les membres du conseil d'administration et de l'exécutif se sont réunis d'urgence à Toronto les 18 et 19 janvier pour s'attaquer tout de suite à cette question.

L'assemblée annuelle du mois de mars devra se prononcer sur plusieurs questions, notamment le bien-fondé de regrouper les paliers élémentaire et secondaire au sein d'une même unité et la date d'entrée en fonction des nouvelles unités. Toutefois, le conseil d'administration a adopté en principe un plan de restructuration qui comprend les éléments suivants :

- création de 11 comités de transition formés d'une personne de chacune des unités actuelles qui seront regroupées sous un nouveau conseil. Ces comités mettront en place les mécanismes nécessaires pour assurer le fusionnement;
- chaque comité de transition mettra sur pied un comité de consultation en négociation collective pour voir à l'amalgamation des conventions collectives;
- chaque comité de transition mettra aussi sur pied une équipe de négociation en vue des négociations éventuelles avec les nouveaux conseils scolaires.



*On discutait ferme autour de la table au sein de la nouvelle unité du Centre-Sud catholique lors de la rencontre des dirigeantes et des dirigeants à Toronto. Fondre 20 conventions collectives en une... Tout un défi! Et il faudra prévoir une grande table!*

## L'AEFO protège nos emplois!

Pendant la période de transition qui s'annonce, plusieurs principes de protection individuelle et collective guideront le travail des comités de consultation en négociation et des équipes de négociation qui verront à l'amalgamation des conventions collectives pour les nouvelles unités. En voici quelques-uns :

- aucune perte d'emploi ou de poste à cause de la mise en place des nouveaux conseils scolaires;
- aucune mutation à l'extérieur des territoires des conseils scolaires actuels sans le consentement écrit de l'enseignante ou de l'enseignant;
- reconnaissance par les nouveaux conseils des congés de maladie et des crédits de service pour fins de gratification à la retraite;
- aucune réduction de catégorie ou d'expérience.

## Éducation planétaire

Pour une deuxième année consécutive, une conférence sur l'éducation planétaire intitulée *Planetary Relationships II* réunira les éducatrices et les éducateurs intéressés à donner une perspective mondiale à leur enseignement. Les ateliers porteront sur des sujets tels *Sensibiliser les enfants aux droits de la personne*, *Découvrir l'environnement à partir de la littérature*, *L'économie au service des gens*, etc. Quelques ateliers sont offerts en français. La conférence aura lieu à Toronto du 4 au 6 avril 1997. Renseignements : 416-755-0592.

## Prix de la francophonie

Vous pourriez remporter une bourse d'une valeur de 500 \$ à 2 500 \$ en participant aux Prix de la francophonie en éducation parrainés par l'Association canadienne d'éducation en langue française (ACELF). Les prix récompensent celles et ceux qui présentent des projets, des activités ou des textes qui valorisent le mieux la francophonie dans divers domaines (langue et culture, diversité ethnoculturelle, informatique). Date limite pour la remise des projets : le 14 février 1997. Renseignements : (418) 681-4661; téléc. (418) 681-3389.

## Concours Reader's Digest

Dans le cadre de son concours *Leadership en éducation*, Reader's Digest est à la recherche de candidatures d'enseignantes et d'enseignants qui font une contribution exceptionnelle dans une école primaire ou secondaire du Canada. Les prix, seront attribués pour une vaste gamme d'initiatives visant par exemple la réduction du taux de décrochage scolaire, l'utilisation originale des nouvelles technologies, l'intégration scolaire de jeunes immigrants, etc. Date limite pour soumettre une candidature : le 28 février 1997. Renseignements : Marc Drolet (514) 934-7328; téléc. (514) 934-5513.